

## 7 février, un test de salubrité politique

### La Gazette - Collectif pour le changement - 02/02/12

Dans quelques jours, la mémoire du pays a rendez-vous avec la date du 07 février. En 2009, la garde présidentielle a ouvert le feu ce jour-là sur une foule de manifestants. Bilan : une cinquantaine de morts, de nombreux blessés et des disparus ... Du sept février, que reste-t-il dans la mémoire collective des Malgaches ? Le véritable danger n'est pas le retour de Marc Ravalomanana, c'est l'oubli facile. Le devoir de mémoire n'est pas l'affaire de la seule Association des victimes du 7 février (AV7), elle incombe à la Nation toute entière.

Dans tout ce buzz autour de l'amnistie, les responsables oublient l'essentiel. C'est la deuxième fois, que les autorités tirent sur des milliers de civils sans défense pour défendre leur pouvoir et y rester ad vitam aeternam. Comment en est-on arrivé là ?

Notre culture du « fihavanana » et du « fanjakàna raiamandreny » a subi le 10 août 1991, sous Didier Ratsiraka et le 7 février 2009, sous Marc Ravalomanana, un cinglant désaveu. L'impossible est donc devenu possible. Des « père-et-mère » ont tiré sur leurs enfants. Des membres d'une même famille ont tiré sur leurs parents. Quand la grande affaire de l'amnistie s'arrête aux considérations politiques politiciennes, voir se limite au sort et destin d'une seule personne, Marc Ravalomanana, la problématique va encore plus loin et touche à l'âme de la Nation. Formons-nous toujours une Nation ? Se sentons-nous solidaire au sein d'une seule nation ? Bref, existe-t-il vraiment une âme malgache ? De ce point de vue, le dix août 1991 ou le sept février 2009 devraient éclater comme autant d'insoutenable révélateur. Il n'en est rien.

Mais, au fur et à mesure des années, l'oubli a recouvert d'une lourde chape de plomb, la Grande marche du 10 août. Tout le monde a oublié Didier Ratsiraka supervisant les opérations depuis un hélicoptère. Il commandait certes, de « tirer aux jambes », mais il y a quand même eu une centaine de morts, des disparus et des nombreux blessés dont Albert Zafy. Il ne reste plus pour l'histoire qu'un petit dépôt de gerbe. Un petit tour et puis s'en vont, les rangs des participants se dégarnissent d'année en année. On ne sait plus s'il y a eu une amnistie ou non, mais Didier Ratsiraka, battu aux élections, s'est retiré de l'arène, pour revenir, cinq ans plus tard en triomphateur. Le comité d'accueil lui a préparé une foule énorme dont le nombre a dépassé celui des marcheurs du dix août. L'histoire est cruelle. Ratsiraka est revenu au pouvoir et Zafy n'a repris du poil de la bête que grâce à des alliances contre nature. Il s'est rattaché à Marc Ravalomanana qu'il a traité de « petit roublard » et qu'il n'a jamais reconnu. Il rallie l'amiral, son adversaire du Treize mai 91 et contre lequel il a intégré un gouvernement insurrectionnel avant de décrocher le fauteuil de président de la Haute autorité de l'Etat, Didier Ratsiraka restant Président de la République et chef de l'Etat. Voilà où mène l'oubli facile et l'indifférence.

L'histoire est un éternel recommencement et nous voilà de nouveau confronté à cette affaire d'amnistie qui semble ne pas faire partie de notre culture politique. Didier Ratsiraka n'en a pas eu besoin, il a repris place sur son fauteuil en 1996 comme si cela allait de soi. Personne n'a pipé mot sur l'exigence d'une quelconque amnistie. Didier Ratsiraka a prouvé que l'on peut faire sans. Le peuple ne comprendrait pas l'exception Marc Ravalomanana. Il suffit de se référer au code pénal ou au code électoral qui interdit à tout criminel l'exercice de leurs droits civiques. L'ex chef d'Etat ne pourrait même pas briguer un poste de « sefo fokontany ». Avec le massacre du sept février 2009, il a le culot de briguer la magistrature suprême, ni plus ni moins, et des politiciens se trouvent pour l'y encourager. Au nom de la Feuille de route.

Les élections constituent l'objectif majeur de la Feuille de route. C'est l'amnistie qui lui souffle la première place. Pire, cette amnistie apparaît comme taillée à la mesure d'une seule personne, Marc Ravalomanana. Même limitée aux années 2002 et 2009, des centaines de personnes sont concernées si elles veulent continuer leur parcours politique. Voilà pourquoi de grosses voix s'élèvent pour le simple vote d'un texte sans faire du Conseil national de réconciliation (CNR), un passage obligé. Il est vrai que cette structure exigée par la Feuille de route sous-entend enquêtes et investigations sur des crimes présumés au nom du principe « Vérité et réconciliation ». Cela ne fait pas l'affaire des trois-quarts de nos politiciens qui vont voir leurs casseroles étalées sur la place publique. De même, certains se précipitent pour un code électoral, alors qu'une structure présumée neutre et à l'abri de toute manipulation politico-policienne (le CENI) est prévue l'étudier avec des spécialistes avant de le proposer au Parlement. Mais voilà, beaucoup ont signé la feuille de route sans voir plus loin que le bout de leur nez et les intérêts de leur petite personne. C'est ce qui explique les allers et retours des certains signataires. Quand le pays aperçoit enfin le bout du tunnel,

certaines continuent de procéder au même chantage du boycott et du fauteuil vide. Au nom du sept février, il ne faut plus le permettre. Professeur, vous avez signé la feuille de route, vous parlez maintenant de vous retirer. Retirez-vous, on ne vous retient pas. On fera sans vous, comme on l'a toujours fait. La politique n'est pas faite pour votre grand âge. Depuis votre empêchement, vous êtes hors-jeu. Jeux de main, jeux de vilain.

Source : [http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com\\_content&task=view&id=19338&Itemid=55](http://www.lagazette-dgi.com/index.php?option=com_content&task=view&id=19338&Itemid=55)